

BORDEREAU INPI – DEPOT D'ACTES DE SOCIETES

Vos références :

r

Nos références : n°de dépôt: **A2001/000095**
n°de gestion : **1992B02945**
n°SIREN : **388 807 075 RCS Lyon**

Le greffier du Tribunal de Commerce de LYON certifie avoir procédé le 04/01/2001 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de :

A.D.BIS. sarl constituée d'un associé unique

14 quai de la Pecherie 69001 Lyon -FRANCE-

Ce dépôt comprend les pièces suivantes :

statuts mis à jour (2 exemplaires)

décision de l'associé unique (2 exemplaires)

Concernant le(s) évènement(s) RCS suivant(s) :

modification de la dénomination de la personne morale.

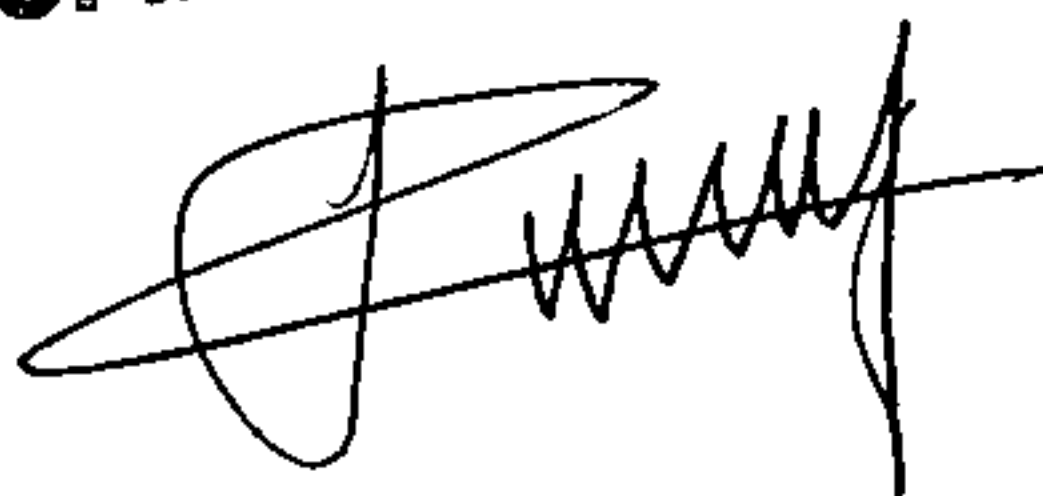
modification du capital social

A. D. BIS.
SARL (EURL)
au capital de 40 000 Euros
Siège social : 14 Quai de la Pêcherie
69001 LYON
388 807 075 RCS LYON

STATUTS

- Constitution de la Société le 28 août 1992
- Refonte des Statuts le 29 décembre 1997
- Modification de l'exercice social le 4 août 2000
- Conversion et augmentation du capital en euros, changement de dénomination, le 14 novembre 2000

COPIE CERTIFIÉE CONFORME



Jean-Christophe MAMET - Avocat
59 rue de l'Abondance - 69003 LYON
Tél : 04 78 71 79 23 - Fax : 04 78 60 10 93

ARTICLE 1 - FORME - OPTION

La société a été constituée le 28 août 1992. Les statuts ont été refondus à effet du 26 décembre 1997 en raison de la réunion de toutes les parts sociales entre les mains d'une seule personne. Par suite et compte tenu de cette répartition du capital, l'associé unique opte pour le maintien du régime de l'Impôt sur les sociétés.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet en France et dans tous pays :

- le vente de prêt à porter hommes et femmes, de chaussures et en règle générale tous produits et accessoires pour l'équipement de la personne.
- le tout directement ou indirectement, par voie de création de sociétés et groupements nouveaux, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association en participation ou de prise ou de dation en location ou location-gérance de tous biens et autres droits,
- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : A. D. BIS.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à LYON (69001), 14 Quai de la Pêcherie.

Il peut être transféré par décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à QUARANTE MILLE (40 000) euros.

I - Il est divisé en CINQ CENTS (500) parts sociales de QUATRE VINGTS (80) euros de nominal chacune, entièrement libérées.

II - Toute modification du capital social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues par les dispositions légales et réglementaires.

ARTICLE 7 - APPORTS

Lors de la constitution de la société il a été apporté, en numéraire, par :

- Monsieur Bernard BENAMOU	25 000 F
- Madame Blanche BENAMOU.....	20 000 F
- Monsieur Serge BENAMOU.....	5 000 F

Aux termes des décisions de l'Associé Unique en date du 14 novembre 2000, le capital social a été converti en unités euro et augmenté d'une somme de 32 377,55 euros, par voie d'incorporation au capital d'une somme de 32 377,55 euros prélevée sur le poste "Report à Nouveau", pour être porté à 40 000 euros.

ARTICLE 8 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, l'associé unique ou les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 9 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées comme suit :

- A Monsieur Bernard BENAMOU	500 parts
------------------------------------	-----------

Total égal au nombre de parts composant le capital social de 500 parts sociales.

ARTICLE 10 - CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des parts détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de décès de l'associé unique, la Société continue de plein droit entre ses ayants droit ou héritiers, et éventuellement son conjoint survivant.

En cas de pluralité d'associés, seules les cessions de parts à des tiers étrangers à la Société, y compris le conjoint, et autres que les ascendants et descendants d'un associé sont soumises à la procédure d'agrément prévue par la loi et le décret sur les sociétés commerciales.

ARTICLE 11 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Le ou les gérants sont désignés par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Le ou les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision de l'associé unique ou par une décision ordinaire des associés.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément à l'associé unique ou aux associés.

Sur le plan interne, le gérant peut faire tous les actes de gestion conformes à l'intérêt de la Société. Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, il est convenu que le gérant non associé ne peut sans y avoir été autorisé au préalable par une décision de l'associé unique ou des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles et fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la Société autres que les découverts normaux en banque, constituer une hypothèque sur un immeuble social ou un nantissement sur le fonds de commerce.

Le ou les gérants sont révocables par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision des associés représentant plus de la moitié des parts.

La société est gérée et administrée par Monsieur Bernard BENAMOU, Associé Unique.

ARTICLE 12 - DECISIONS D'ASSOCIES

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions sont constatées par des procès-verbaux signés par lui et répertoriés dans un registre coté et paraphé comme les registres d'assemblées.

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions et avec les effets fixés par les lois et règlements en vigueur.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 13 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article 64 de la loi du 24 juillet 1966.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 14 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1^{er} mars et finit le 28 février.

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), l'inventaire, le rapport de gestion et les rapports spéciaux de la gérance ainsi que, le cas échéant, les rapports du commissaire aux comptes sont établis conformément aux lois et règlements en vigueur.

L'associé unique approuve les comptes annuels et décide l'affectation du résultat dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

S'il n'est pas gérant, le rapport de gestion, les comptes annuels, le texte des décisions à prendre et, le cas échéant, les rapports du commissaire aux comptes lui sont adressés par la gérance avant la fin du cinquième mois suivant la clôture de l'exercice.

En cas de pluralité d'associés, l'Assemblée des associés approuve les comptes annuels dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

ARTICLE 15 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Il est attribué à l'associé unique. En cas de pluralité d'associés, l'Assemblée des associés détermine la part attribuée à chacun des associés. L'associé unique ou l'Assemblée des associés détermine les modalités de mise en paiement des dividendes, qui doit intervenir dans un délai de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

De même, l'associé unique ou l'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur

lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'associé unique ou l'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

ARTICLE 16 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'Assemblée statuant à la majorité requise pour la modification des statuts doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 17 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire de sa durée, sauf prorogation régulière, ou s'il survient une cause de dissolution prévue par la loi.

Si la Société ne comprend qu'un seul associé, la dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il ait lieu à liquidation.

Les créanciers de la Société peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Le Tribunal de commerce saisi de l'opposition peut soit la rejeter, soit ordonner le paiement des créances, soit ordonner la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission à l'associé unique du patrimoine de la Société et la disparition de la personnalité morale de celle-ci n'interviennent qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

Si la Société comprend au moins deux associés, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation. Cette liquidation est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture.

La liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction à moins qu'une décision collective ne désigne un autre liquidateur.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

ARTICLE 18 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en une société commerciale d'une autre forme ou en société civile peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité et selon les modalités requises par la loi.

ARTICLE 19 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre la Société et l'associé unique ou entre la Société et les associés ou entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.



SARL AMERICAN DREAMER BIS
Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée
au capital de F. 50 000
Siège Social : 14 Quai de la Pêcherie

DUPLICATA

69001 LYON
388 807 075 RCS LYON

VISÉ POUR TIRE ET ENREGISTRÉ A LA REGISTRE
de... *Mon. 14* ... le ... **1.1.DEC. 2000.**

Bord. *563* N°... *19*

REÇU [- DE LA TIRE *Cent. soixante. francs*
[- DE L'ENREG. *Cinq. cents. francs*

Signature :

PROCES-VERBAL
DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

L'an deux mil,

Le 14 novembre,

A 10 heures,

Au siège social,

Le soussigné Bernard BENAMOU, associé unique et gérant de la société SARL AMERICAN DREAMER BIS, société à responsabilité limitée (EURL) au capital de 50 000 F,

A pris les décisions suivantes :

- Conversion du capital social en euros,
- Augmentation du capital social d'une somme de 32 377,55 euros par incorporation de réserves,
- Modification de la dénomination sociale,
- Modifications corrélatives des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DECISION

L'Associé Unique décide de convertir globalement en unités euro le capital social dont le montant s'élève actuellement à 50 000 F, par application du taux officiel de conversion qui s'élève à 1 euro pour 6,55957 F.

Le capital social ressort ainsi à 7 622,45 euros.

DEUXIEME DECISION

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social d'une somme de 32 377,55 euros prélevée sur le poste "Report à Nouveau", et de le porter ainsi de 7 622,45 euros à 40 000 euros.

TROISIEME DECISION

L'Associé Unique, comme conséquence des décisions précédentes, décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la manière suivante :

FACE ANNULÉE
ART. 905 DU C.G.I.
ARRÊTÉ DU 18 MARS 1958

ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

"Le capital social est fixé à QUARANTE MILLE (40 000) euros.

I - Il est divisé en CINQ CENTS (500) parts sociales de QUATRE VINGTS (80) euros de nominal chacune, entièrement libérées.

II – Toute modification du capital social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues par les dispositions légales et réglementaires."

ARTICLE 7 - APPORTS

Il est ajouté l'alinéa suivant :

"Aux termes des décisions de l'Associé Unique en date du 14 novembre 2000, le capital social a été converti en unités euro et augmenté d'une somme de 32 377,55 euros, par voie d'incorporation au capital d'une somme de 32 377,55 euros prélevée sur le poste "Report à Nouveau", pour être porté à 40 000 euros."

QUATRIEME DECISION

L'Associé Unique décide qu'à compter de ce jour, la dénomination sociale sera "A. D. BIS." en lieu et place de "SARL AMERICAN DREAMER BIS".

En conséquence, l'Associé Unique modifie l'article 3 des statuts de la manière suivante :

ARTICLE 3 -DENOMINATION

"La dénomination de la Société est : A. D. BIS."

Le reste de l'article demeure inchangé.

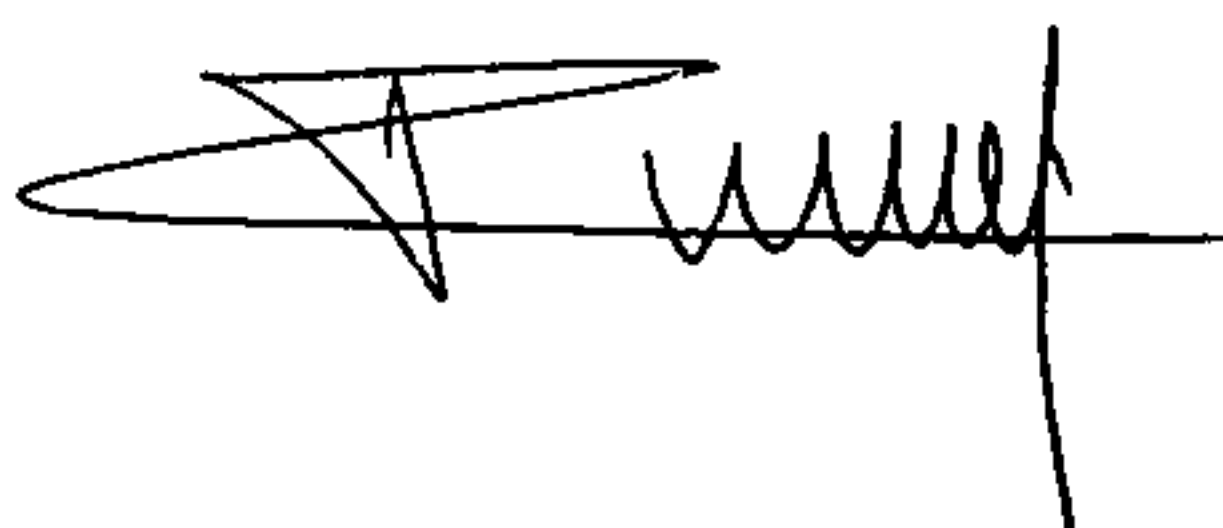
CINQUIEME DECISION

L'Associé Unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

CLOTURE

De tout ce que dessus, l'Associé Unique a dressé et signé le présent procès-verbal.

Monsieur Bernard BENAMOU
Associé unique et gérant



FACE ANNULÉE
ART. 905 DU C.G.I.
ARRÊTÉ DU 18 MARS 1958